

Les départements en force au Stif



Si Vincent Eblé (au centre), le président du conseil général de Seine-et-Marne, siégeait déjà au conseil d'administration du Stif, deux de ses homologues – Christian Favier (à gauche) pour le Val-de-Marne, et Jérôme Guedj pour l'Essonne – y feront leur entrée.

(ALAIN BACHELLIER ET LP/ARNAUD JOURNOIS ET LOUISE COLCOMBET.)

Le président du conseil régional, trois présidents de conseil général, une ministre (Valérie Pécresse)... Les poids lourds de la politique francilienne sont de plus en plus nombreux à intégrer le Syndicat des transports en Ile-de-France (Stif), l'autorité organisatrice des transports en commun de la région parisienne. C'était un souhait du président de la région et du Stif, Jean-Paul Huchon : que les présidents de département, qui ont soutenu l'accord Etat-région sur le Grand Paris, intègrent le conseil d'administration du syndicat.

L'occasion se présente demain lors du renouvellement partiel de cette instance, consécutif aux récentes élections cantonales. Christian Favier, le président (PCF) du conseil général du Val-de-Marne, et son tout nouvel homologue de l'Essonne, Jérôme Guedj (PS), ont dit banco et feront leur entrée au conseil d'administration du Stif où siégeait déjà Vincent Eblé (PS), président de la Seine-et-Marne. Le Val-d'O-

ise, seul département à avoir basculé à droite lors des élections de mars, contribue à droitiser un peu cette instance à majorité de gauche, mais n'enverra pas son président, qui sera représenté par son vice-président et maire d'Enghien (DVD), Philippe Sœur. Les deux derniers nouveaux sont Aude Lagarde (Nouveau Centre, Seine-Saint-Denis), qui remplace le sénateur des Yvelines Nicolas About (NC), nommé au Conseil supérieur de l'audiovisuel, et Yves Fouchet, président de

la chambre de commerce régionale et de la CCI Versailles, qui remplace au Stif Pierre Simon, l'ancien président de la chambre de commerce de Paris, parti à la retraite. Les travaux pratiques commencent dès aujourd'hui avec la réunion au ministère de la Ville du comité de suivi de l'accord sur le Grand Paris. Au programme : la maîtrise d'ouvrage des futurs travaux du Grand Paris Express, la future boucle est, la desserte du plateau de Saclay et le prolongement de la ligne 14. J.P.V.

CLÉS

■ **29 administrateurs** au Stif (15 conseillers régionaux, 5 élus de Paris, un représentant de chacun des sept autres départements d'Ile-de-France, un représentant de la CCI Ile-de-France, un représentant des intercommunalités...)

■ **3 missions principales** : financer les transports en commun existants,

voter les tarifs, lancer les nouveaux projets.

■ **7,779 M€**. Le budget annuel des transports en commun en Ile-de-France, financés à 38 % par les entreprises, 30 % par les voyageurs, et à 20 % par les collectivités (région, départements, Ville de Paris, Etat...).